



Les Halles

PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 18 DECEMBRE 2024

Les membres du Conseil municipal se sont réunis suite à la convocation qui leur a été adressée par Mme Le Maire, le 8 décembre 2024.

Présidente : GOUBIER Isabelle, Maire

Membres présents : Mesdames Messieurs GOUBIER Isabelle, BRUNO Carine, SIMON Loïc, LHOIS Bertrand, VINCENT Jean

Membre ayant donné procuration : CHAPUIS-GRATECAP Claudine procuration à VINCENT Jean

Membres absents excusés : BRUNO Sylvain

Secrétaire de séance : CHEVALIER Maud

Approbation du dernier procès-verbal, Madame Le Maire rappelle les principaux points évoqués lors du dernier conseil municipal en date du 6 décembre 2024.

Madame Le Maire ouvre la séance à 19h30 et constate que le quorum est atteint.

Délibérations

N° 42 : MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°24 DE 1991 SUR LA CRÉATION DU POSTE DE SECRETAIRE GENERAL DE MAIRIE DANS LES COMMUNES DE MOINS DE 3500 HABITANTS

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de créer les emplois à temps complet ou non complet nécessaires au fonctionnement des services, d'en déterminer le temps de travail, de préciser le ou les grades des fonctionnaires susceptibles d'occuper ces emplois et d'indiquer si ces derniers peuvent être occupés par un agent contractuel sur le fondement de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique.

Considérant qu'il convient, dans ce dernier cas, d'indiquer le motif invoqué, la nature des fonctions, les niveaux de recrutement et de rémunération de l'emploi créé.

L'autorité territoriale propose à l'assemblée :

La création d'un emploi permanent de secrétaire général de mairie ouvert :

- aux grades suivants : secrétaire de Mairie cat. C et B.

Cet emploi est créé :

- à temps complet à compter du 1^{er} janvier 2025

En application de l'article L.332-8 7° du code général de la fonction publique, cet emploi de secrétaire général de mairie pourra être occupé de manière permanente

par un agent contractuel, si aucun fonctionnaire n'a pu être recruté dans les conditions susvisées.

DECIDE :

- Article 1 : À compter du 1^{er} janvier 2025, il est décidé de créer un emploi de secrétaire général de mairie dans les conditions exposées ci-dessus.
- Article 2 : Il est décidé d'inscrire au budget les crédits correspondants.
- Article 3 : Il est décidé d'adopter la modification du tableau des effectifs ainsi proposée.

N° 43 : Adhésion au contrat d'assurance groupe risques statutaires et gestion administrative des dossiers de sinistres au cdg69 – Délibération modificative

- que l'application du régime de protection sociale des agents territoriaux implique pour la commune de LES HALLES des charges financières, par nature imprévisibles,
- que pour se prémunir contre ces risques, la commune a la possibilité de souscrire un contrat d'assurance,
- que le Centre de gestion du Rhône et de la Métropole de Lyon (cdg69) propose un contrat d'assurance groupe ouvert aux collectivités du département et de la Métropole de Lyon,
- que les conditions proposées à la commune à l'issue de cette consultation sont satisfaisantes,
- que le cdg69 assure l'instruction des dossiers de sinistres et la gestion des actes afférents aux garanties souscrites, de même qu'un rôle de conseil auprès des collectivités adhérentes ; qu'il convient donc de participer aux frais inhérents à la gestion administrative des dossiers, dans le cadre d'une convention

N° 44 : CRÉDIT A COURT TERME TAUX FIXE EN ATTENTE DE SUBVENTIONS

Madame le Maire informe le Conseil Municipal de la nécessité de garder une trésorerie et fait part de la proposition du Crédit Agricole.

Le Crédit Agricole Centre Est a fait la proposition suivante :

Montant du capital emprunté : 194 000€

Durée d'amortissement : 24 mois

Taux d'intérêt : 2.86 %

Frais de dossier : 388.00€

Type d'amortissement : remboursement du capital à la dernière échéance (IN FINE)

Périodicité des intérêts : intérêts payables à terme échu chaque année civile

Remboursement anticipé : possibilité de remboursement anticipé total ou partiel sans frais, ni indemnité. Un remboursement anticipé partiel avant le déblocage total empêche l'utilisation du solde disponible.

DECIDE de contracter le crédit à court terme auprès du Crédit Agricole Centre Est aux conditions énumérées ci-dessus,

MANDATE Madame le Maire pour signer tous les documents relatifs au crédit à court terme et s'engage à inscrire au budget la somme nécessaire à son remboursement et au règlement des intérêts.

N° 45 : CONTRIBUTION AUX CHARGES SYNDICALES DU SIEMLY - ANNEE 2025

Vu la délibération du Bureau Syndical du Syndicat Mixte des Eaux des Monts du Lyonnais et de la basse vallée du Gier en date du 23 septembre 2024, il convient de décider le mode de paiement de la contribution aux charges syndicales du SIEMLY pour l'année 2025.

Madame le Maire fait la lecture de la délibération du SIEMLY et précise que le montant de la contribution est de 3.13 € par habitant. Le montant de la contribution définitive sera communiqué au cours du mois de janvier 2025 dès que la base des populations légales millésimées 2022 sera en vigueur. La contribution provisoire pour la commune est de 1 558.74€.

Cette contribution peut être budgétisée ou recouvrée directement auprès des contribuables

APPROUVE la participation aux charges syndicales du SIEMLY à hauteur de 3.13 € par habitants

DECIDE de fiscaliser cette participation directement auprès des contribuables.

N° 46 ADMISSION EN NON-VALEUR DES CREANCES ETEINTES : BUDGET MULTISERVICES

Le comptable public vous propose l'admission en non-valeur arrêtée à la date du 20 juin 2024 de la liste 7003890333. Cette procédure correspond à un apurement comptable se traduisant par une charge au compte 6542 du budget multiservices.

Le montant des créances éteintes proposées s'élève à 7 363.17€. Elles seront imputées au compte 6542 - Créances éteintes :

EXERCICE	REF	REDEVABLE	RESTE DU	MOTIFS DE LA PRÉSENTATION	Admis	Rejet	Éléments nouveaux – À compléter OBLIGATOIREMENT en cas de rejet
2019	T-27	BAR EPICERIE EL LOCAU	103,17	Clâture insuffisance act/sur R.U.U			
2020	T-1	BAR EPICERIE EL LOCAU	900,00	Clâture insuffisance act/sur R.U.U			
2020	T-11	BAR EPICERIE EL LOCAU	900,00	Clâture insuffisance act/sur R.U.U			
2020	T-13	BAR EPICERIE EL LOCAU	900,00	Clâture insuffisance act/sur R.U.U			
2020	T-17	BAR EPICERIE EL LOCAU	900,00	Clâture insuffisance act/sur R.U.U			
2020	T-19	BAR EPICERIE EL LOCAU	900,00	Clâture insuffisance act/sur R.U.U			
2020	T-23	BAR EPICERIE EL LOCAU	900,00	Clâture insuffisance act/sur R.U.U			
2020	T-7	BAR EPICERIE EL LOCAU	900,00	Clâture insuffisance act/sur R.U.U			
2020	T-9	BAR EPICERIE EL LOCAU	900,00	Clâture insuffisance act/sur R.U.U			
		BAR EPICERIE EL LOCAU Résultat	7 363,17 €				
		Grand Somme	7 363,17 €				

N° 47 : MISSION DE COHORTES CDG

L'article L.452-41 du CGFP prévoit que les centres de gestion peuvent assurer, à la demande des collectivités et établissements, toute tâche en matière de retraite et d'invalidité des agents, et apportent notamment leur concours aux régimes de retraite pour la mise en œuvre du droit à l'information des actifs sur leurs droits à la retraite.

Le cdg69 a, par délibération en date du 2 juillet 2018, décidé d'intégrer à compter du 1er janvier 2019 dans la cotisation additionnelle, la mission de contrôle et/ou de réalisation et de suivi des dossiers de retraite CNRACL.

Le cdg69 a maintenu, pour l'ensemble des collectivités affiliées, la possibilité de lui confier par convention, la réalisation des dossiers de cohortes dans le cadre du droit à l'information des agents. Cette mission permet aux collectivités de bénéficier de comptes individuels retraite de leurs agents à jour et fiabilisés et de gagner du temps de traitement, dans un contexte d'accroissement du rythme des départs en retraite. Elle s'inscrit dans le cadre de la mission d'intervention et de contrôle confiée par la Caisse des Dépôts, gestionnaire de la CNRACL, au cdg69 dans le cadre du partenariat signé entre les deux établissements.

Pour chaque dossier transmis à la CNRACL par le cdg69, la collectivité s'acquitte de la participation financière suivante : Réalisation d'un dossier de mise à jour de compte individuel retraite	Dossier n'ayant jamais été traité et facturé par le cdg69* dans le cadre d'une ancienne cohorte	60,00€
	Dossier ayant déjà été traité et facturé par le cdg69* dans le cadre d'une ancienne cohorte	40,00€

APPROUVE le projet de convention avec le CDG

AUTORISE Madame Le Maire à signer cette convention et tout document afférent.

N° 48 AVIS SUR PROJET MOBILITÉ DU TERRITOIRE LYONNAIS - SYTRAL

Madame le Maire informe les membres du Conseil Municipal sur le projet de mobilité du territoire par le SYTRAL qui souhaite recueillir l'avis du Conseil Municipal.

Elle présente le dossier soumis au conseil d'administration de SYTRAL mobilités le 21 novembre 2024. Le plan de mobilité est un document de planification et de programmation en matière de mobilité. Il a une vocation prospective et détermine les orientations en matière de mobilité au sein du ressort territorial de SYTRAL Mobilités aux horizons 2030 et 2040.

EMET UN AVIS favorable sur le plan de mobilité des territoires Lyonnais.

N° 49 : SUBVENTION COMMERCE MULTISEVICES EXERCICE 2024 - BUDGET COMMUNAL

Madame le Maire, en concertation avec le trésorier du service de gestion comptable, explique la nécessité d'annuler la subvention du multiservices d'un montant de 110 360.33€ voté avec le budget primitif de la commune pour avoir un résultat de fonctionnement positif à la fin de l'année 2024. Une subvention d'un montant de 21 303.65€ sera attribuée au budget du commerce afin d'apurer le résultat négatif de 2023.

APPROUVE le montant de la subvention à verser au budget annexe pour 2024,

CHARGE Madame Le Maire de signer tous les documents afférents à cette subvention,

INSCRIT les crédits nécessaires à la prise en charge de ces frais au chapitre du budget prévu à cet effet.

- Commerce Multiservices :

- Des véhicules se garent à des endroits où il n'y a pas de place de stationnement ce qui rend difficile la circulation des autres voitures.
- Des évènements sont proposés par les gérants du commerce ce qui permet de faire vivre le village.

- Travaux :

- Début des travaux de la traversée du village le 06 janvier 2025.
- Deux chemins ruraux vont être déplacés, le conseil municipal requière l'avis des habitants sur le projet.
- Le devis pour le mur de la salle des fêtes est validé par le conseil. Une intervention est nécessaire sur la gouttière de la salle des fêtes qui fuit.
- Cimetière : étudier les propositions pour l'installation d'un portail, continuer de fleurir le cimetière.
- Demande de subvention pour les éclairages de l'école et de la Mairie à faire auprès des financeurs en 2025. Etudier un nouvel agencement dans le bureau de la directrice afin d'évaluer les travaux et leur coût.
- Halle couverte : attente du devis pour l'installation de réglottes led et des rideaux amovibles.

-Chasse :

- Point sur la règlementation au niveau des terrains, des tirs et des autorisations à proximité des propriétés. Un éclaircissement des zones de chasse sera demandé aux chasseurs de Les Halles.

- Biens de la commune :
 - La vente du terrain est prorogée au 31 mars 2025.
- Personnel communal :
 - Retour sur les arrêts de travail et les reprises pour certains agents.
- Evènements :
 - La Fabrik a renouvelé sa demande concernant la venue de spectacle en 2025 sur la commune. Le conseil est favorable, Madame Le Maire se met en contact avec l'association.
 - Inauguration : traversée du village, salle des fêtes, halle couverte, une inauguration sera proposée à la fin de tous les travaux.
 - Soirée pour les acteurs du territoire : bénévoles, associations, conseil municipale et agents seront conviés.
 - Distribution des colis pour les aînés avant la fin de l'année par plusieurs membres du conseil.
- CCMDL :
 - La taxe d'ordures ménagère augmente de 1€ par part en 2025.
 - Retour par Madame Le Maire du projet de baignabilité d'Hurongues et du coût des piscines.
- SPANC :
 - Synthèse des actions du SPANC par Madame Le Maire : contrôle des assainissements autonomes.
- Elagages :
 - Les propriétaires n'entretiennent pas tous leurs extérieurs ce qui amène des problématiques d'humidité et de mousse. Lorsque les arbres ne sont pas élagués, les poids lourds sont impactés directement car la voie est rétrécie.

Questions diverses

FIN DE SEANCE A 21h15

Le Maire,

Isabelle GOUBIER



Le secrétaire de séance,

Maud CHEVALIER

